



Argentine : le procès du prêtre tortionnaire commence

Par [Pablo Stancenelli](#)

Mondialisation.ca, 08 juillet 2007

[Il manifesto](#) 8 juillet 2007

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)
Thème: [Droits humains et État policier](#)

Buenos Aires

A La Plata a commencé hier le procès de Christian Von Wernich, prêtre de 69 ans, premier membre de l'église catholique convoqué par la justice pour avoir participé activement à la répression pendant la dernière dictature militaire en Argentine. A l'époque Von Wernich, ex-aumônier de police sous les ordres du général Ramon Camps et de l'ex commissaire Miguel Etchecolatz – ce dernier condamné à la prison à perpétuité par ce même tribunal- assumait des fonctions de « conseiller spirituel » des militaires, et il est accusé d'avoir participé à 7 homicides et 41 cas de séquestration et torture, parmi lesquels celui du journaliste Jacobo Timerman.

Emilio Magnone, fondateur du Centre d'études juridiques et sociales, a décrit l'aumônier comme « une sorte de modèle clérical-fasciste assimilé aux forces armées ». Une opinion qui coïncide avec les témoignages des « **Procès pour la vérité** », recueillis majoritairement par le journaliste Hernàn Brienza dans son livre « **Maldito tù eres** », qui dénonce comment le prêtre apparaissait dans les centres de détention à visage découvert pour affaiblir psychologiquement et extorquer des informations aux détenus *desaparecidos*. Luis Velasco détenu en 1977 dans le centre clandestin de la *Brigada de investigaciones* de La Plata, raconta que Von Wernich plaisantait sur les tortures des détenus en leur disant qu'ils devaient payer pour leurs actes contre Dieu et la patrie. A la question d'autres détenus sur la situation des enfants nés pendant la séquestration de leurs mères, le prêtre aurait répondu : « C'est votre faute. Et les enfants paieront pour les fautes des parents ».

Pour le juge Félix Crous, qui l'a dénoncé en 1993, Von Wernich « sous une apparence mal dissimulée de soutien spirituel agissait comme n'importe quel tortionnaire ».

Le procès aura lieu avec des mesures de sécurité strictes, s'agissant du premier jugement après la disparition, il y a neuf mois, de Jorge Julio López, témoin dans le procès de Etchecolatz. Nombre d'organisations de droits de l'homme sont préoccupées, comme le collectif **Justicia Ya !**, à cause des intimidations constantes et de l'absence de mesures de protection correctes. Même le juge du procès, Carlos Rozanski a reçu des menaces et a déclaré que les témoins « doivent être non seulement protégés mais aussi respectés. Presque tous les systèmes de protection sont intrusifs, avec la participation de forces de sécurité ou d'autres mécanismes de contrôle, et on ne peut pas obliger les témoins à les accepter ». Environ 120 témoins seront entendus par le Tribunal de La Plata, et on espère arriver à la sentence d'ici trois mois.

Une sentence qui provoque déjà des tensions entre l'épiscopat argentin et le gouvernement de Nestor Kirchner, et qui exacerbe le débat sur la relation entre les autorités de l'église catholique et la répression. Depuis 1996, Von Wernich avait trouvé refuge au Chili, dans la paroisse de El Quisco, où il célébrait la messe sous le nom de Christian González, jusqu'à ce qu'il soit découvert par des journalistes ; et, depuis avril dernier, le cardinal Bergoglio déclare que l'église catholique argentine est persécutée, calomniée et diffamée. Les mêmes mots pratiquement que ceux utilisés par les groupes d'extrême-droite qui, sur Internet, qualifient l'ancien aumônier militaire de martyr. Opinion opposée à celle de la « *Commission pour la mémoire* » de la province de Buenos Aires qui, le 2 juin, a présenté un document –signé entre autres par l'évêque Miguel Hesayne, Sœur Martha Pelloni et le prix Nobel de la paix Perez Esquivel – où on affirme que « la hiérarchie catholique (...) doit encore assumer ses responsabilités, non seulement pour n'avoir pas évité l'horreur mais pour l'avoir justifiée en termes idéologiques et théologiques ».

Dans ce contexte, le gouvernement a fait retirer tous les aumôniers militaires impliqués dans la dictature : Alberto Zanchetta, qui assistait les officiers pendant les vols de la mort, et Luis Mecchia, qui prêchait la doctrine contre-révolutionnaire. Il faut ajouter à cela l'éloignement de l'évêque aumônier général Antonio Baseotto, critique fervent de la politique des droits de l'homme, dont la renonciation, à 75 ans, a été acceptée par Benoît XVI après une confrontation dure avec le gouvernement argentin. Dans une lettre envoyée au ministre de la santé Ginès Gonzalez Garcia, contre la distribution des préservatifs et la dépénalisation de l'avortement, Baseotto rappelait un passage de la Bible où Jésus affirmait que celui qui fait du mal aux enfants mérite d'être jeté à la mer ; ce que le gouvernement a interprété comme une apologie des vols de la mort.

Edition de vendredi 6 juillet de **il manifesto**

<http://www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/06-Luglio-2007/art48.html>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

La source originale de cet article est [Il manifesto](#)
Copyright © [Pablo Stancenelli](#), [Il manifesto](#), 2007

Articles Par : [Pablo Stancenelli](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si

vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca